

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N°401 / Décembre 2023

TENDANCES CONJONCTURELLES

3^e TRIMESTRE 2023

L'économie calédonienne confirme son ralentissement

L'indicateur du climat des affaires continue de se dégrader

L'Indicateur du Climat des Affaires (ICA) se replie de nouveau au 3^e trimestre 2023 : il perd 3,4 points pour s'établir à 97,5 et passe ainsi en deçà de sa moyenne de longue période. Il s'agit du 4^e trimestre consécutif de baisse de l'ICA.

Le troisième trimestre s'est en effet caractérisé par une cristallisation des tensions sur le secteur du nickel calédonien : rapport de l'Inspection Générale des Finances pointant les difficultés majeures des métallurgistes et l'urgence de réformes, menaces de retrait des actionnaires privés, liquidation judiciaire d'une entreprise minière locale.

Les chefs d'entreprise interrogés confirment la nette dégradation de leur activité sur le troisième trimestre, tandis que les perspectives d'activité futures restent dégradées. Le solde d'opinion portant sur l'investissement à 12 mois se contracte nettement pour repasser sous sa moyenne de longue période.

L'économie calédonienne présente toujours de nombreux défis structurels : le fonds de roulement de la collectivité Nouvelle-Calédonie était de 6 jours en juillet, tandis que les situations du RUAMM et de la caisse locale de retraites se sont dégradées. Le centre hospitalier du nord a également fait part d'importantes difficultés financières (dette s'élevant à 5,2 Md XPF).

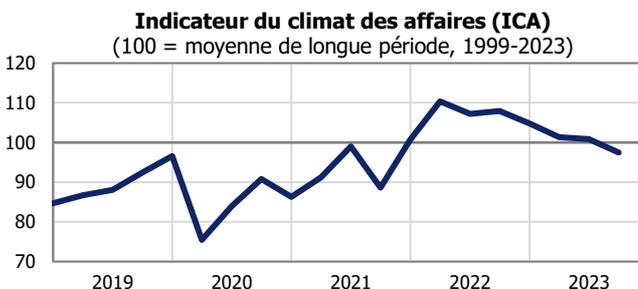
Pour autant, l'inflation a nettement ralenti sur le territoire et l'emploi se maintient à un niveau élevé.

L'activité se contracte nettement sur le trimestre

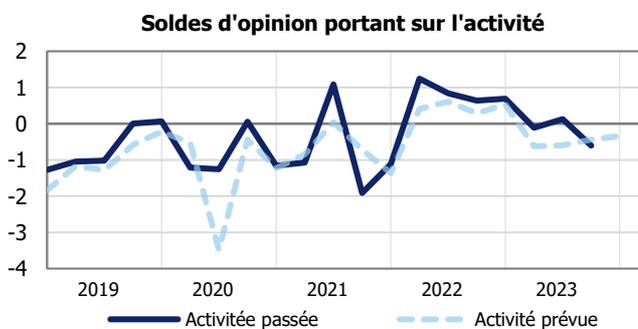
L'activité des entreprises se contracte au 3^e trimestre 2023, repassant en dessous de la moyenne de longue période malgré la légère amélioration observée au trimestre précédent. L'activité est particulièrement dégradée dans les secteurs du BTP et de l'industrie (hors nickel).

Les perspectives d'activité pour le trimestre prochain sont marginalement revues à la hausse : le solde d'opinion sur l'activité prévue augmente de 0,1 pt. Ce solde évolue cependant en dessous de sa moyenne de longue période depuis trois trimestres, illustrant des perspectives dégradées.

À un horizon de 12 mois, 16 % des entreprises répondantes craignent une défaillance (contre 21 % le trimestre précédent).



Source : IEOM, enquête de conjoncture



Source : IEOM, enquête de conjoncture

Les entreprises envisagent une réduction de leurs investissements

Après un bref passage en territoire positif au trimestre précédent, le **solde d'opinion portant sur l'investissement à 12 mois se dégrade nettement au 3^e trimestre** (-1,1 pt). Il repasse sous sa moyenne de longue période. Les entreprises répondantes sont ainsi plus nombreuses à adopter une position attentiste (certaines d'entre elles évoquent de différer leurs investissements).

Au 3^e trimestre 2023, la production totale de crédits aux entreprises (hors découverts, chiffres bruts) est en hausse en rythme trimestriel (+12,1 %) mais les crédits d'équipement sont en baisse (-7,0 %) et sont bien inférieurs au niveau du 3^e trimestre 2022 (-26,3 %). En revanche, les octrois de crédits de trésorerie sont en hausse de 12,5 % sur un trimestre, ce qui pourrait s'expliquer par des tensions persistantes sur la trésorerie des entreprises. Cette baisse s'explique notamment par des niveaux d'octrois particulièrement élevés en 2022 (effet reprise post covid, aboutissement d'un long processus référendaire, cours du nickel particulièrement élevés et environnement de taux d'intérêt historiquement bas).

Les entreprises anticipent une stabilisation de leurs prix de vente

Au 3^e trimestre, les soldes d'opinion sur les prix de vente passés et anticipés continuent de baisser, et convergent progressivement vers leurs moyennes de longue période. Cette évolution est cohérente avec la nette réduction des pressions inflationnistes observée ces derniers mois.

La trésorerie des entreprises demeure fragilisée : le solde d'opinion sur la trésorerie s'améliore très légèrement mais demeure en territoire négatif. Les délais de paiement s'améliorent très légèrement sur le trimestre, mais se dégradent en prévisionnel pour le prochain trimestre, illustrant les craintes des entreprises.

L'inflation confirme son net ralentissement

Au 3^e trimestre 2023, l'indice des prix à la consommation (IPC) est en baisse de 1,1 % sur un trimestre. Cette baisse s'explique par celle des prix des produits alimentaires (-3,8 %), des produits manufacturés (-1,8 %) et, dans une moindre mesure, de l'énergie (-0,2 %).

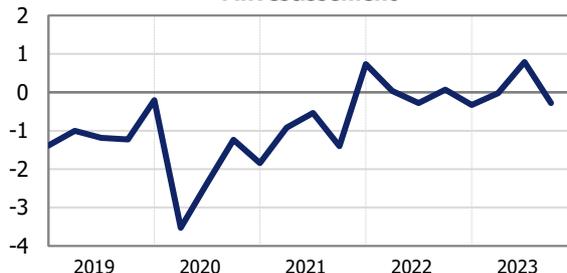
En glissement annuel, l'inflation entre en territoire négatif au mois de septembre (-0,2 %) pour la première fois depuis janvier 2021. Elle confirme le ralentissement observé chaque mois depuis le début de l'année. Cette baisse s'explique par une forte contraction des prix de l'énergie (-7,4 %) qui avaient atteint un pic il y a un an.

La dynamique de l'emploi pourrait s'essouffler

L'emploi salarié privé progresse à nouveau au 2^e trimestre 2023 (+0,1 % sur 3 mois en données CVS) et améliore même son record atteint au trimestre précédent. Si l'emploi progresse à nouveau dans le secteur de la construction (+0,8 % sur le trimestre), il se contracte en revanche dans celui de l'agriculture (-3,7 % sur 3 mois en données CVS).

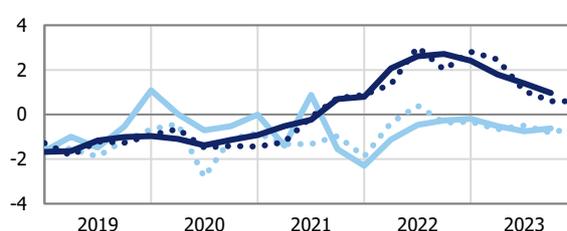
Cependant, 22 % des entreprises interrogées envisagent de réduire leurs effectifs au 4^e trimestre 2023, contre 13 % au trimestre précédent. Le solde d'opinion sur les effectifs du prochain trimestre se dégrade également. L'évolution de ce dernier pourrait suggérer un essoufflement de la dynamique après le record de l'emploi salarié privé enregistré au premier semestre 2023.

Soldes d'opinion portant sur l'investissement



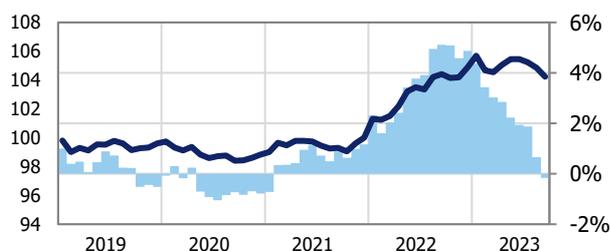
Source : IEOM, enquête de conjoncture

Soldes d'opinion portant sur la trésorerie et les prix de vente



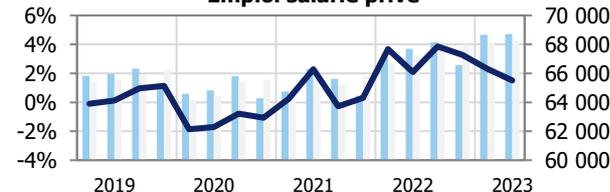
Source : IEOM, enquête de conjoncture

Indice des prix à la consommation



Source : ISEE

Emploi salarié privé



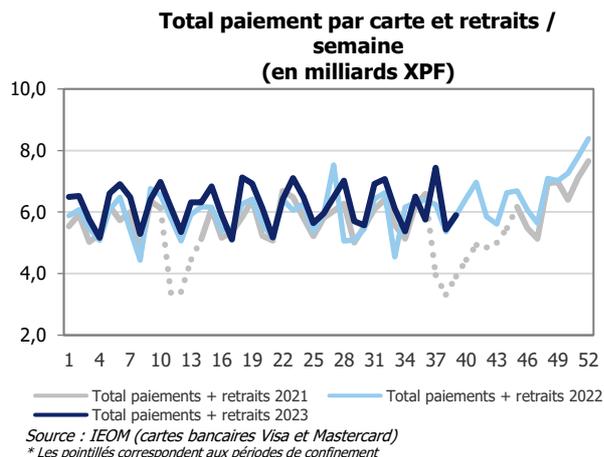
Source : ISEE, CAFAT

La consommation des ménages se maintient

La consommation des ménages semble se maintenir au 3^e trimestre 2023 : les transactions par carte (paiements et retraits) progressent de 6,1 % par rapport à 2022 (après + 7,7 % sur la même période entre 2021 et 2022). Cependant, comme le souligne l'ISEE, le salaire net moyen a baissé de 1 % en francs courants en 2022, soit une perte de pouvoir d'achat salarial de 4,5 % compte tenu de l'inflation. Cette baisse de pouvoir d'achat inquiète les professionnels de la grande distribution qui redoutent un changement dans les habitudes de consommation des Calédoniens.

La production de crédits à la consommation est en hausse ce trimestre (+9,9 % sur trois mois) mais elle s'inscrit en recul sur un an (- 4,6 %). Les immatriculations de véhicules particuliers neufs sont également en hausse au troisième trimestre après deux trimestres de baisse (+20,9 % sur un trimestre, données CVS). Le nombre cumulé d'immatriculations de voitures particulières (hors pick-up) est même supérieur à son niveau de 2022 en données brutes (+1,2%). La demande est également en hausse sur le marché de l'occasion (+9,1 % sur un trimestre, données CVS).

Les indicateurs de vulnérabilité des ménages n'indiquent pas de dégradation au 3^e trimestre. Le nombre de personnes physiques interdites bancaires régresse légèrement par rapport au trimestre précédent (-2,7 %) ainsi que sur 12 mois (-1,9 %).

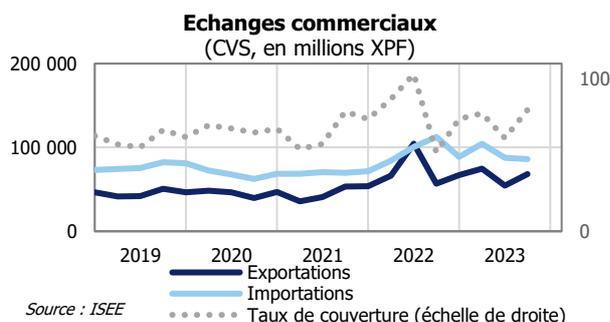


La balance commerciale s'améliore en raison d'une augmentation des exportations en valeur

Au 3^e trimestre 2023, les exportations augmentent de 25,0 % en valeur sur trois mois (+20,4 % sur un an, données CVS) en raison d'une hausse de la valeur du nickel exporté.

Parallèlement, les importations se replient légèrement de 1,7 % sur un trimestre (-23,4 % sur un an, données CVS). En effet, le prix des combustibles est bien inférieur à son niveau du 3^e trimestre 2022.

Par conséquent, **la balance commerciale s'améliore** : la valeur des exportations représente 79,1 % des importations (en données CVS) contre 62,2 % le trimestre précédent et 50,3 % au troisième trimestre 2022 (marqué par une hausse du prix des importations de produits énergétiques).



Des situations sectorielles contrastées

La contraction des cours du nickel accentue la fragilité des trois industriels

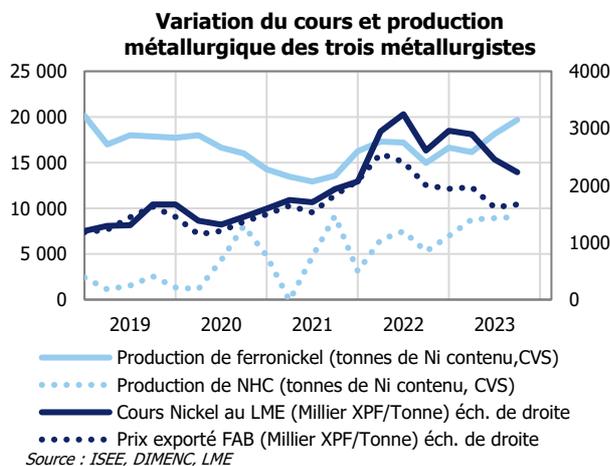
Le 3^e trimestre est marqué par les annonces de Glencore déclarant ne plus financer KNS « à partir de février 2024 si aucune nouvelle solution de financement n'était identifiée » et d'Eramet confirmant sa décision de ne plus octroyer de nouveaux financements à la SLN. Ces annonces interviennent dans un contexte de difficultés persistantes des trois usines à atteindre la rentabilité malgré des cours du nickel bien orientés en 2022 et au début de l'année 2023. Par ailleurs, la SONAREP, exploitant le nickel du massif de Poum pour le compte de la SLN a été placée en liquidation judiciaire.

Le cours du nickel au LME se contracte de nouveau au troisième trimestre (-9,2 % après -15,0 % le trimestre précédent). Les stocks de nickel répertoriés au LME sont stables (+0,6 % par rapport au trimestre précédent mais -31,7 % sur un an).

Au 3^e trimestre, l'extraction minière est en hausse (+9,3 % sur trois mois, données brutes). Elle progresse de 7,3 % sur un an, en raison notamment de conditions météorologiques nettement plus favorables qu'en 2022.

La production métallurgique progresse également, notamment en glissement annuel. La production de ferronickel s'accroît de 13,5 % sur trois mois et de 32,5 % sur un an. La production de NHC est en hausse de 5,4 % sur trois mois et augmente de 72,1 % sur un an.

L'augmentation de la production de ferronickel s'accompagne d'une hausse des exportations en volume (+11,8% en volume sur un trimestre mais seulement +9,8 % en valeur, en raison d'un prix de vente moins favorable). Les exportations de NHC sont quant à elles en baisse en volume (-21,3 %) mais en légère hausse en



valeur (+1,4 % sur trois mois). La valeur à la tonne des produits métallurgiques exportés demeure inférieure au cours du nickel au LME.

Le secteur du BTP toujours dans une situation complexe

Les ventes de ciment régressent légèrement au troisième trimestre 2023 (-1,6 % CVS). Elles oscillent depuis 2021 autour d'un plancher de 17 000 tonnes par trimestre (CVS), loin des niveaux qui prévalaient avant 2019. Elles illustrent une conjoncture atone dans le secteur du BTP, confirmée par la réponse des chefs d'entreprise du secteur qui déclarent une dégradation nette de leur activité.

Les prix des matériaux de construction se stabilisent (+0,1 % sur le trimestre et +2,1 % sur un an pour l'index BT 21). Depuis le 4^e trimestre 2021, l'indice BT21 a augmenté de 9,4 % : cette hausse des coûts a pesé sur les entreprises du bâtiment, notamment sur celles qui ne peuvent la répercuter à leurs clients (souvent pour des raisons contractuelles).

Le secteur du tourisme reprend des couleurs

Le nombre de touristes séjournant sur le territoire dépasse son niveau d'avant crise au 3^e trimestre 2023.

Le nombre de touristes est en hausse de 5,5 % sur trois mois (CVS) : 40 219 touristes ont ainsi séjourné en Nouvelle-Calédonie au 3^e trimestre 2023. Le nombre de Calédoniens sortant du territoire progresse également (+2,8 % sur un trimestre, CVS).

C'est le nombre de touristes australiens et néo-zélandais qui explique ce bon chiffre de fréquentation touristique du territoire tandis que les touristes japonais sont toujours moins nombreux qu'avant-crise.

Depuis le quatrième trimestre 2022, le trafic aérien international a retrouvé son niveau d'avant-crise covid, en revanche, le trafic aérien interne est en baisse avec 95 321 passagers transportés en données brutes (-9,5 % par rapport au second trimestre) et pourrait s'expliquer par les différents blocages d'aéroports qui ont marqué le troisième trimestre.

Le trafic de croisière est en hausse au 3^e trimestre : 19 paquebots et 55 853 croisiéristes (données brutes) ont ainsi fait escale sur le territoire (+26,7 % et +35,9 % respectivement). C'est cependant 14 paquebots et 52 800 croisiéristes de moins que la moyenne des 3^e trimestres de 2015 à 2019. Les croisières n'ont en effet repris qu'à Nouméa et Lifou en 2022. Maré n'accueille plus de croisières en raison des travaux de rénovation du débarcadère. L'île des Pins n'en accueille pas non plus.

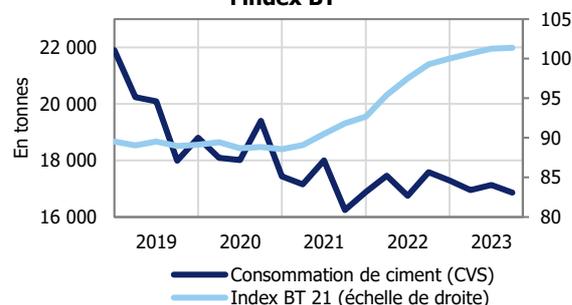
Le coût des intrants agricoles diminue légèrement

Au 3^e trimestre, le coût des intrants diminue légèrement : l'IPAMPA (Indice mensuel des Prix d'Achat des Moyens de Production Agricole) perd 0,4% sur trois mois. Il s'agit du deuxième trimestre consécutif de baisse de l'indicateur, après une forte montée des coûts des intrants agricoles en 2022.

La situation de la filière élevage est contrastée. Le nombre de bovins abattus est supérieur de 10,2 % (CVS) à son niveau du troisième trimestre 2022, probablement en prévision du phénomène El Niño caractérisé par des contraintes de fourrage pour nourrir le bétail. En revanche, l'abattage de porcs est en recul tant en évolution trimestrielle qu'annuelle (-3,8 % et -11,1 % CVS respectivement)

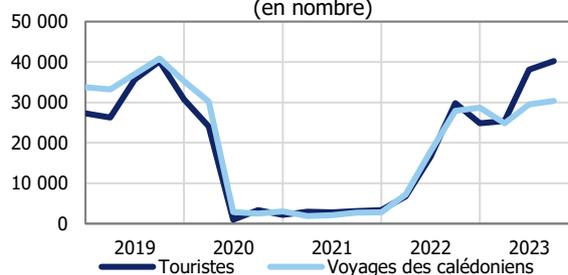
Les indicateurs des filières pêche et crevettes sont mieux orientés. Si les exportations de crevettes diminuent à 221,3 tonnes exportées ce trimestre (-11,7 % sur un trimestre, données CVS), celles-ci sont bien supérieures à celles de l'année dernière (+43,4 % sur un an, données CVS). Le tonnage de thons pêchés est en hausse de 3% sur un trimestre (CVS), tandis que les exportations sont en forte hausse sur un trimestre (+59,8%, CVS), bien qu'en deçà des niveaux observés en 2022.

Evolution des ventes de ciment et de l'index BT



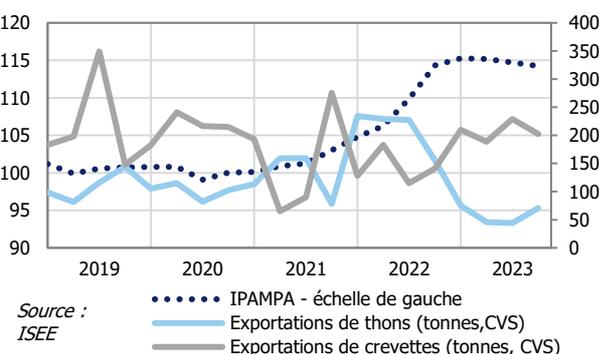
Source ISEE, TOKUYAMA, CVS par l'IEOM

Touristes (en nombre)



Source : ISEE, données CVS

Indicateurs du secteur primaire



Source : ISEE

LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE MONDIALE RALENTIT DANS UN CONTEXTE D'INFLATION PERSISTANTE

Selon les dernières estimations publiées par le FMI en octobre, la croissance économique mondiale ralentit et devrait s'établir à 3,0 % en 2023 et à 2,9 % en 2024. Alors que la prévision pour 2023 reste inchangée, celle pour 2024 enregistre une baisse de 0,1 point de pourcentage par rapport à celle publiée en juillet 2023. Ce ralentissement est directement lié au recul des services, dont le rattrapage observé au trimestre précédent est ralenti. D'autre part, si l'inflation mondiale devrait continuer de reculer progressivement en s'établissant à 6,9 % en 2023, puis à 5,8 % en 2024, les prévisions ont été révisées à la hausse de respectivement 0,1 et 0,6 point de pourcentage. Le FMI prévoit donc un « *atterrissage en douceur* » pour la plupart des pays bien que, dans leur ensemble, les facteurs influençant la croissance mondiale restent orientés à la baisse.

Aux États-Unis, le PIB a progressé de 1,2 % au troisième trimestre 2023, après une augmentation de 0,5 % au trimestre précédent. Ce dynamisme reflète la hausse des investissements des entreprises sur ce trimestre et la résilience de la consommation privée. Bien que le FMI s'inquiète de l'état des finances publiques, il table sur une progression du PIB de 2,1 % aux États-Unis sur l'ensemble de l'année, soit une révision à la hausse de 0,3 point par rapport aux estimations de juillet.

Dans la zone euro, l'activité se contracte de 0,1 % au troisième trimestre 2023. Ce ralentissement, plus important que prévu, est porté par la dégradation de la conjoncture allemande (le PIB se contracte de 0,1 % au troisième trimestre 2023, après une amélioration de 0,1 % au trimestre dernier), ainsi que par les taux directeurs encore élevés. Dans la zone, le taux de chômage augmente légèrement et passe à 6,5 %, retrouvant ainsi son niveau du mois de mars, tandis que le taux d'inflation continue de diminuer pour s'établir à 2,9 % en octobre 2023. Selon les prévisions du FMI, l'activité économique pourrait croître de 0,7 % sur l'ensemble de l'année 2023, et de 1,2 % en 2024, soit une révision à la baisse de respectivement 0,2 et 0,3 point par rapport aux prévisions de juillet 2023.

En France, le PIB a enregistré une modeste hausse de 0,1 % au troisième trimestre selon l'Insee après une augmentation de 0,6 % au trimestre précédent. Cette croissance est principalement due à la hausse de la consommation des ménages (+0,7 %) et de l'investissement (+1,0 %). Les exportations se replient nettement (-1,4 % après +2,4 %), tout comme les importations (-0,5 %).

Après deux trimestres de forte croissance, le Japon fait face à un recul plus marqué que prévu, le PIB se contractant de 0,5 %. Cette contraction est portée par la fragilité persistante de la demande privée, qui subit encore l'inflation stabilisée autour de 3 %. Les importations ont augmenté de 1 %, dégradant le solde du commerce extérieur. Sur l'année 2023, le FMI anticipe toutefois une hausse du PIB de 2 %, soit une révision à la hausse de 0,6 point par rapport aux estimations de juillet.

Enfin, les pays émergents et en développement pourraient voir leur PIB croître de 4,0 % en 2023, soit le même rythme qu'en 2022. L'activité serait plus particulièrement dynamique en Inde (+6,3 %) et dans une moindre mesure au Mexique (+3,2 %), au Brésil (+3,1 %) et en Russie (+2,2 %). Les prévisions pour la Chine sont à l'inverse révisées à la baisse de 0,2 point en 2023 (5 %).

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France

L'INFLATION N'ATTEINT PAS ENCORE LA CIBLE DE CERTAINES BANQUES CENTRALES

L'inflation mondiale tend à s'apaiser, sous l'effet des politiques monétaires restrictives menées et de la baisse des prix des produits de base, notamment des hydrocarbures. Le Fonds Monétaire International estime malgré tout qu'elle devrait rester au-delà des objectifs de la plupart des banques centrales en 2023. C'est notamment le cas en Australie et en Nouvelle-Zélande, où elle est encore élevée au troisième trimestre, ce qui affecte la consommation des ménages.

En Australie, le PIB confirme en juin un septième trimestre de hausse, +0,4 % par rapport à mars, dynamisé par les exportations nettes et l'investissement. Le marché du travail demeure solide, avec un taux de chômage stable à 3,6 % au troisième trimestre, proche de son plus bas niveau depuis les années 50. Face à la décélération de l'indice des prix à la consommation, +5,4 % en glissement annuel en septembre, après un pic à +7% en mars, la Reserve Bank of Australia (RBA) a opté pour un maintien de son taux directeur à 4,1 % pour le quatrième mois consécutif. Cependant, le niveau élevé des taux d'intérêt et de l'inflation altèrent le budget des ménages, grevant leur consommation, comme l'illustre la baisse des ventes au détail au troisième trimestre, -1,7 % en glissement annuel (-1,5 % au deuxième trimestre).

Après une croissance nulle au premier trimestre 2023, le PIB de la **Nouvelle-Zélande** progresse de 0,9 % entre le deuxième et le troisième trimestre, tiré par les exportations (+5 %) et les dépenses publiques (+2 %). La consommation des ménages, en revanche, augmente de seulement 0,4 % (+1,5% au deuxième trimestre 2023). Les tensions sur le marché du travail se relâchent et le taux de chômage remonte légèrement (3,9 % après 3,6 % au deuxième trimestre). La désinflation se poursuit : le rythme de hausse de l'indice des prix à la consommation enregistre +5,6 % en glissement annuel, contre +6 % en juin et +6,7 % en mars. Dans ce contexte, la *Reserve Bank of New Zealand* a laissé inchangé l'Official Cash Rate (OCR), son principal taux directeur, fixé à 5,5 % en mai dernier.

L'économie **indonésienne** affiche au troisième trimestre 2023 sa plus faible croissance depuis deux ans, +4,9 % en glissement annuel après +5,2 % au deuxième trimestre, freinée par le repli de ses exportations (-4,3 %), dans un contexte de modération des prix des matières premières, et des dépenses publiques (-3,8 %). Elle est toutefois soutenue par l'investissement des entreprises (+5,8 %) et la consommation des ménages (+5,1 %, après +5,2 % au deuxième trimestre 2023), qui représente plus de la moitié du PIB. En septembre, le taux annuel d'inflation s'établit à 2,3 % (3,5 % en juin), dans les limites fixées par la banque centrale (entre +2% et +4%). Dans ce contexte, cette dernière conserve son taux directeur à 5,75 % au troisième trimestre 2023.

Sources : Stats NZ, Australian Bureau of Statistics, Badan Pusat Statistik, FMI - perspectives de l'économie mondiale - octobre 2023